

N° DP 25/411

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNEE 2025 - ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES DU VAR - AGRICAMPUS - LYCEE DE HYERES - CREATION D'UN LIEU TEST PERMANENT EN MARAICHAGE ET AGRICULTURE BIOLOGIQUE - PHASE 2 - 11 000 EUROS HT

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération 19/10/338 du 3 octobre 2019 autorisant le Président à signer la Convention Territoriale d'Exercice Concerté 2020-2026 (CTEC) relative à l'enseignement supérieur et à la recherche avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 5 décembre 2024 pour l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant de 11 000 euros HT en vue de la poursuite du projet de création d'un espace test permanent en maraichage sur une parcelle de l'EPLFPA AGRICAMPUS VAR situé sur la Commune de Hyères,

CONSIDERANT la demande de subvention en investissement à TOULON PROVENCE MEDITERRANEE de l'EPLFPA AGRICAMPUS VAR de 11 000 euros HT sur un budget prévisionnel total de 51 469,54 euros HT en 2025,

CONSIDERANT qu'afin de répondre aux objectifs du Projet Alimentaire de Territoire qui vise à alimenter la population locale avec toujours plus de produits locaux et de qualité, la Métropole souhaite favoriser les installations de producteurs en cultures vivrières,

CONSIDERANT que le projet d'Espace Test, né d'une ambition commune entre la Métropole TPM, l'EPLFPA AGRICAMPUS VAR et la Chambre d'Agriculture du Var, dans le cadre de l'accompagnement de producteurs vivriers pour répondre aux enjeux du Projet Alimentaire de Territoire métropolitain vise à faciliter et accompagner les installations de jeunes producteurs maraîchers sur le territoire,

CONSIDERANT que ce projet permet de limiter les risques d'échec en testant l'activité agricole pour une durée limitée (1 à 3 ans) sur une parcelle dédiée, avec un accompagnement (juridique, fiscal, technique...) qui permet de sécuriser un candidat dans la réussite de son projet et sa rentabilité financière avant une installation définitive sur une parcelle acquise ou louée,

CONSIDERANT que l'espace test désigne l'entité fonctionnelle réunissant l'ensemble des conditions nécessaires au test d'activité avec comme fonctions fondamentales la mise à disposition : d'un cadre légal d'exercice, de moyens de production (foncier, matériel, bâtiments, fonds de roulement, réseau de partenaires, services annexes...), d'un dispositif d'accompagnement et de suivi,

CONSIDERANT que l'EPLFPA AGRICAMPUS VAR dispose d'une parcelle de 0,5 ha de terre à bon potentiel maraîcher ainsi que des formateurs et des conseillers de la Chambre d'Agriculture qui pourront être sollicités pour accompagner le porteur de projet tout au long de son test,

CONSIDERANT que pour la Chambre d'Agriculture du Var l'installation de nouveaux agriculteurs particulièrement en filières alimentaires est une priorité,

CONSIDERANT que la demande de subvention de l'EPLFPA AGRICAMPUS VAR porte sur la poursuite des travaux d'équipement (phase 2) de l'Espace test : tunnels, irrigation, électricité,

CONSIDERANT la réalisation de la phase 1 du projet de création d'un lieu test permanent en maraîchage et agriculture biologique sur le site de l'EPLFPA AGRICAMPUS VAR,

CONSIDERANT que la participation financière à la phase 2 de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur à l'investissement pour l'équipement requis à la mise en production de l'Espace test est une condition indispensable à la contribution de la Métropole,

CONSIDERANT la convention, ci-jointe,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'Etablissement Public Local (EPL) AGRICAMPUS VAR en vue de l'attribution d'une subvention d'investissement de 11 000 euros HT, soit 21,37 % maximum du coût total de l'investissement réalisé, pour l'équipement requis à la mise en production de l'espace test permanent en maraîchage et agriculture biologique en 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 204182 – opération 1147 – Fonction 6312

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





2503, DUA S. S.

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION
PROFESSIONNELLE AGRICOLES DU VAR – AGRICAMPUS - LYCEE DE HYERES

CREATION D'UN LIEU TEST PERMANENT
EN MARAICHAGE ET AGRICULTURE BIOLOGIQUE – PHASE 2

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision DP N° 25 / en date du 2025,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

L'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles du Var – EPL AGRICAMPUS, situé à HYERES, 32, chemin Saint Lazare, représenté par Monsieur Nicolas BOURGEOIS Directeur,

Ci-après désigné : « EPL AGRICAMPUS »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Afin de répondre aux objectifs du Projet Alimentaire de Territoire qui vise à alimenter la population locale avec toujours plus de produits locaux et de qualité, la Métropole doit favoriser les installations de producteurs en cultures vivrières.

Le projet d'Espace Test est né d'une ambition commune entre la Métropole TPM, le Lycée Agricole de Hyères et la Chambre d'Agriculture du Var qui vise à faciliter et accompagner les installations de jeunes producteurs maraîchers sur le territoire.

TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est sollicité pour la phase 2 de l'aménagement de cette parcelle au côté du Conseil Régional PACA Sud sur l'exercice 2025 en investissement pour l'équipement requis pour la mise en production (tunnels, irrigation électricité, ...).

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'investissement défini en annexe I que **EPL AGRICAMPUS** s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE EPL AGRICAMPUS

EPL AGRICAMPUS s'engage à :

- Réaliser les investissements, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropoletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),
- S'agissant d'un projet faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de **EPL AGRICAMPUS** : **EPL AGRICAMPUS** informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, **EPL AGRICAMPUS** à hauteur de **11 000 euros HT** pour la poursuite de la création d'un espace test permanent en maraîchage.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 20482 – opération 1147– Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 21,37 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **11 000 euros HT** sera versée à EPL AGRICAMPUS de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **7 700 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **3 300 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un Tableau des recettes/dépenses des investissements réalisés pour la poursuite de la création de cet espace par le bénéficiaire, signé par le Directeur et le Comptable. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées.
 - o Un tableau récapitulatif des factures liées à l'investissement signé du Directeur et du Comptable.
 - o Les factures acquittées liées à l'investissement signées par le Directeur et le Comptable.
 - o Un compte rendu évaluant l'impact de l'investissement subventionné.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation de l'investissement doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre de l'investissement. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles de l'investissement.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE EPL AGRICAMPUS

EPL AGRICAMPUS adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

EPL AGRICAMPUS doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

EPL AGRICAMPUS doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

EPL AGRICAMPUS doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

EPL AGRICAMPUS valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

EPL AGRICAMPUS doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, **EPL AGRICAMPUS** s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par **EPL AGRICAMPUS** de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera **EPL AGRICAMPUS** par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de **EPL AGRICAMPUS** à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par **EPL AGRICAMPUS** est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, **EPL AGRICAMPUS** procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

EPL AGRICAMPUS s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, **EPL AGRICAMPUS** devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de **EPL AGRICAMPUS**, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour</p> <p>ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES DU VAR – AGRICAMPUS - LYCEE DE HYERES</p> <p>Le Directeur Nicolas BOURGEOIS</p>	<p>Pour la Métropole</p> <p>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	--

ANNEXE I :

EPL AGRICAMPUS s'engage à mettre en œuvre l'investissement visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

L'hébergement de cet espace test par le lycée Agricole de Hyères va permettre à des jeunes diplômés de tester leur activité dès l'obtention de leur diplôme. L'espace test permet de limiter les risques d'échec en testant l'activité agricole d'un jeune installé sur une durée limitée (1 à 3 ans) sur une parcelle dédiée. L'accompagnement qui est apporté (juridique, fiscal, technique, ...) permet de sécuriser le candidat dans la réussite de son projet et sa rentabilité financière avant une installation définitive sur une parcelle acquise ou louée.

1. Pour TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'est engagée depuis 2020 dans la mise en œuvre d'un PAT : Projet Alimentaire de Territoire. Labellisé PAT Emergent par le Ministère de l'Agriculture en 2021, il devient PAT en actions en 2024.

Le PAT TPM ambitionne notamment de satisfaire à la demande en productions alimentaires agricoles locales de qualité notamment dans la restauration collective, en développant les circuits courts de commercialisation, en réduisant le gaspillage alimentaire et en favorisant la justice sociale. Pour se faire la Métropole doit favoriser les installations en productions vivrières sur son territoire. Les candidats à l'installation agricole Hors Cadre Familial sont nombreux. Peu expérimentés dans le fonctionnement d'une exploitation agricole, une phase de test peut avoir l'intérêt de confirmer leur motivation et leur aptitude à la fonction d'entrepreneur et sécuriser ainsi une éventuelle attribution de bail rural sur une parcelle agricole propriété de TPM.

2. Pour Agricampus

- Mettre en valeur une parcelle de 5 000 m² disponible
- Des jeunes sortent du BPREA maraîchage tous les ans et peuvent être un vivier d'entrepreneurs à l'essai
- L'établissement souhaite accompagner des candidats à l'installation post-formation, et donner l'exemple en matière de remise en culture de parcelle en friche.

3. Pour la CDAV

- L'installation de nouveaux agriculteurs et particulièrement en filières alimentaires est une priorité
- Pour les porteurs de projets hors cadre familial, toujours plus nombreux, le test d'activité via le dispositif de l'espace test est un bon moyen de limiter la prise de risque en leur permettant de se tester en conditions réelles et d'évaluer leur projet. De plus, une phase de test peut avoir l'intérêt de confirmer leur motivation et leur aptitude à la fonction d'entrepreneur et sécuriser ainsi une attribution éventuelle de bail rural sur bien public.
- Un exemple réussi de lieu test au sein de l'Agricampus de Hyères pourrait avoir une valeur d'entraînement pour susciter au niveau des collectivités et / ou des propriétaires privés l'émergence de lieux tests temporaires à vocation d'installation effective à terme sur site.

Selon la charte du Réseau National des Espaces-Test Agricoles RENETA : « Le test d'activité définit l'acte de développer une activité agricole de manière responsable et autonome en grandeur réelle, sur une durée limitée et dans un cadre limitant la prise de risque, afin d'évaluer le projet et soi-même, dans le but de décider de la poursuite, de l'ajustement ou de l'abandon du projet.

I. Définition et fonction

L'Espace-test désigne l'entité fonctionnelle réunissant l'ensemble des conditions nécessaires au test d'activité. Il a comme fonctions fondamentales la mise à disposition :

- d'un cadre légal d'exercice du test d'activité
- de moyens de production (foncier, matériel, bâtiments, fonds de roulement, réseau de partenaires, services annexes...)
- d'un dispositif d'accompagnement et de suivi.

La fonction couveuse (dite aussi structure d'appui) :

Elle désigne l'hébergement juridique, fiscal et financier du porteur de projet (PP).

Cette fonction est confiée à des « structures d'appui » dont c'est le métier sur leur territoire (Mosaïque ou Pétrapatrimonia en PACA).

La fonction pépinière :

Elle définit l'hébergement physique du Porteur de Projet et comprend la mise à disposition du foncier, du matériel, et parfois de bâtiments. Dans ce cas, il s'agira de l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EPLEFPA) Agricampus de Hyères.

La fonction accompagnement :

Elle assure l'accompagnement (ou tutorat) humain, technique et à l'entrepreneuriat du porteur de projet. Elle peut être multiple, en l'occurrence la Chambre d'Agriculture via un conseiller spécialisé et Agricampus via un formateur dédié, mais également faire appel à un parrain professionnel en la personne d'un maraîcher du secteur.

La fonction animation :

Contrairement aux trois autres fonctions, elle ne concerne pas directement le PP mais plutôt l'espace test en lui-même. Il s'agit d'assurer l'ancrage de l'espace test dans son territoire, d'animer l'ensemble du dispositif en partenariats avec les différents acteurs territoriaux impliqués. Cette fonction sera assurée par la Chambre d'Agriculture maître d'ouvrage du projet.



II. Les moyens disponibles

Le Lycée Agricole de Hyères dispose d'une parcelle de 0,5 ha de terre qui était en friche avec un bon potentiel maraîcher et qui après nettoyage et accessibilité peut accueillir l'entrepreneur à l'essai.

L'Agricampus va acquérir des tunnels et du matériel uniquement destiné à ce lieu test grâce à un partenariat exclusif avec Coopazur.

En cas de besoin, Agricampus pourra mettre à disposition du matériel spécifique.

Les salariés de l'exploitation et les formateurs de l'Agricampus ainsi que des maraîchers tuteurs, les conseillers de Coopazur et ceux de la Chambre d'Agriculture seront sollicités pour accompagner le porteur de projet tout au long de son test.

III. Les étapes du projet

Foncier :

- Abattage des palmiers selon protocole de lutte contre le Charançon Rouge du palmier 2023
- Aplanissement du terrain 2024
- Accès et clôture du terrain avec portail 2024
- Retrait ou déplacement de certains oliviers 2024.

Installations spécifiques fin 2024

- Installation des tunnels
- Acquisition du matériel de base
- Installation du dispositif d'irrigation primaire.

Accompagnement :

- conseillers Chambre : visites terrain et conseil téléphonique
- formateurs Agricampus Hyères : visites terrain et conseil téléphonique
- Tuteur maraîcher : visites de terrain et conseil
- conseiller couveuse : appui administratif et juridique.

Animation :

- Organisation des COPIL et des COTECH liés au projet
- Promotion du principe d'espace test et en particulier de l'espace test Agricampus de Hyères.

IV. Les avancées du projet

Terrain avant travaux



Travaux 2023 : Terrassement du terrain et création d'une ouverture vers le « petit traversier du plan »



Travaux 2024 : Busage de l'ouverture et installation du portail d'accès

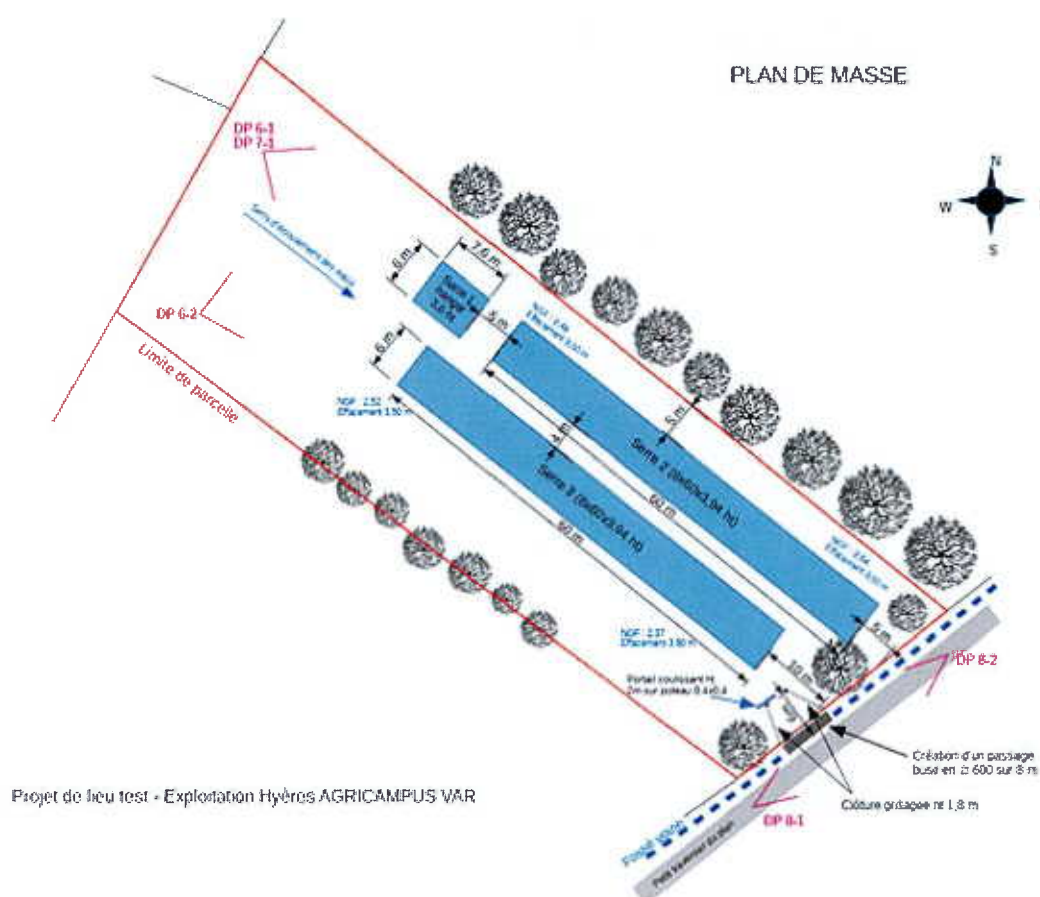


PHASE 2 : LES INVESTISSEMENTS REQUIS POUR LA MISE EN PRODUCTION

Montage des 3 tunnels

Irrigation

Travaux d'électricité.



ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL EN INVESTISSEMENT 2025 / PHASE 2

DEPENSES		RECETTES	
Débroussaillage	2 240 €		
Retrait palmiers	2 820 €		
Préparation terrain	10 200 €	Agricampus	4 092 €
Installation portail	7 120 €	METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	18 288 €
SOUS TOTAL PHASE 1	22 380 €		22 380 €
Système irrigation primaires (vannes + asperseurs)	432 €	COOPAZUR	18 071 €
Multi-abris de stockage (6 m X 16 m)	4 365 €	Région Sud	16 376 €
Équipements de culture spécifique	13 274 €	Financeurs privés	4 610 €
Tunnels de production (8 m x60 m) X 2	16 376 €	GROUPAMA	1 412.54 €
Main d'œuvre des salariés de l'exploitation de l'Agricampus	4 610 €	METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	11 000 €
Raccordement de l'électricité	1 412.54 €		
Montage des 3 tunnels	11 000 €		
Sous-compteur d'eau			
Inauguration et affichage des partenaires sur le site			
SOUS TOTAL PHASE 2	51 469.54 €		51 469.54 €

La subvention de 11 000 € représente 21,37 % du total des produits de la phase 2 :
(montant attribué/total des produits) x 100.